

Berne, le 2 mars 2017

Notre référence: ocd

Téléphone direct: +41 31 377 74 39

Notification de refus provisoire total (sur motifs absolus)

Conformément à l'art. 5 de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques ou à l'art. 5 du Protocole relatif à cet Arrangement, et en relation avec la règle 17 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, la protection est refusée provisoirement en Suisse à la marque suivante:

Enregistrement international n° 1293468 - 120 % cashmere

Motif

1. L'enregistrement international mentionné ci-dessus ne peut pas être accepté en Suisse car :
 - il appartient au domaine public (art. 6 ^{quinquies}, let. B, ch. 2, de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (CUP); art. 2, let. a et art. 30, al. 2, let. c de la loi fédérale sur la protection des marques et des indications de provenance (LPM))
 - soit la forme représentée constitue la nature même du produit soit la forme du produit ou de l'emballage est techniquement nécessaire (art. 6 ^{quinquies}, let. B, ch. 2 CUP; art. 1, art. 2, let. b, et art. 30, al. 2, let. c LPM)
 - il est propre à induire en erreur (art. 6 ^{quinquies}, let. B, ch. 3 CUP; art. 2, let. c, art. 30, al. 2, let. c et, éventuellement, art. 47 s. LPM)
 - il est contraire à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou au droit en vigueur (art. 6 ^{quinquies}, let. B, ch. 3 CUP; art. 2, let. d, art. 30, al. 2, let. c LPM)
 - la représentation de la marque est insuffisante ou la liste des produits ou services n'est manifestement pas correctement formulée (art. 6 ^{quinquies}, let. B, ch. 2 et/ou 3 CUP ; art. 1 et art. 2, let. a et d LPM ou art. 2 let. d LPM ; art. 30, al. 2, let. a et c LPM ; art. 10 ou art. 11 de l'Ordonnance sur la protection des marques (OPM))
 - le règlement de la marque de garantie ou de la marque collective fait défaut (art. 6, al. 1 et art. 6 ^{quinquies} let B, ch. 3 CUP; art. 2 let. d, art. 21 à 23, art. 30, al. 2, let. a et d LPM).

En l'espèce, la marque est constituée des termes suivants: «120%» et «cashmere» (cachemire). En relation avec les produits et services revendiqués des classes 24 et 25, elle sera donc comprise dans le sens de «120% cachemire» par le destinataire des produits revendiqués. Elle constitue donc un renvoi direct à la qualité des produits suivants: Cl. 24 «Produits textiles, à savoir draps de lit; couvertures de lit; linge de lit; housses de coussins; draps»; cl. 25 «Vêtements; à savoir; manteaux; trench-coats; capes; manteaux de pluie; pardessus; capotes (manteaux); attrape-poussière; pèlerines; étoles; robes; robes longues; costumes; jupes; vestes; vestes d'hiver; vestes coupe-vent; vêtements en tricot; à savoir; vestes en tricot; bonnets tricotés; gants en maille et hauts de type polos en maille; pantalons; ensembles de shorts; bermudas; culottes; gilets de costume; chemises; polos; teeshirts; hauts [articles vestimentaires]; chemisiers; jerseys; sweaters; gilets; cardigans; bas; chaussettes; slips; chemises de nuit longues; robes

droites; pyjamas; maillots; jupons; articles d'habillement pour enfants; combinaisons de sport; vestes de sport; blazers; anoraks; cravates; cravates; foulards; châles; cache-nez; tours de cou en foulard; gants; écharpes; ceintures; articles de chapellerie; chapeaux; capuches; casquettes; bérets; hauts-de-forme; articles chaussants; bottes; chaussons». Pour ces produits, la marque manque donc de caractère distinctif et doit rester à la libre disposition de la concurrence.

Quant au léger graphisme de la marque, il n'est pas à même de modifier l'impression d'ensemble au point de permettre l'acceptation du signe considéré comme descriptif en lien avec les produits problématiques.

2. Vu ces motifs, la marque est **refusée** provisoirement à la protection en Suisse pour tous les produits revendus.
3. Le titulaire de la marque peut faire valoir ses droits auprès de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (ci-après Institut) dans un délai de **5 mois** à compter de la date de la présente notification, à savoir **d'ici au 02.08.2017**. Dans ce délai, le titulaire doit constituer un mandataire avec un domicile de notification en Suisse et, dans ce cas produire une procuration (art. 5, al. 1, OPM), ou indiquer un domicile de notification en Suisse. Une liste des mandataires établis en Suisse peut être obtenue auprès de l'Institut à l'adresse ci-dessus ou sur notre site internet (<http://www.ige.ch>).

Si, dans le délai imparti, le titulaire ou son mandataire n'invoque pas d'arguments propres à invalider le présent refus de protection, l'Institut confirmera celui-ci par une déclaration de refus total au sens de la règle 18ter.3) du règlement d'exécution commun (art. 30, al. 2 LPM).

Division des marques

Dorian Occhiuzzi



Voies de droit:

Cette notification provisoire n'est pas sujette à recours.

La décision finale sur motifs absolus peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif fédéral (art. 33 let. e LTAF).